

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2014

T
E
N
D
A
N
C
E
S

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA RÉUNION

Le climat des affaires se stabilise

Après cinq trimestres de hausse continue, l'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse légèrement au troisième trimestre 2014 (-1,5 point). Il reste toutefois proche de sa moyenne de longue période et à un niveau dépeignant un environnement globalement favorable. La décomposition entre les composantes « passée » et « future » confirme que les perspectives d'amélioration envisagées les trimestres précédents se concrétisent dans les faits. En revanche, la composante « future » apporte un message plus mitigé ce trimestre et pèse sur l'ICA pour la première fois depuis le début 2013. Cette inflexion provient essentiellement d'une dégradation des perspectives d'investissement, après un probable excès d'optimisme les trimestres précédents.

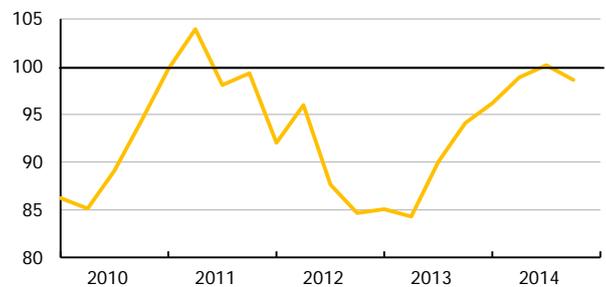
Globalement, même si les perspectives d'amélioration montrent les premiers signes d'essoufflement, la tendance positive n'est pas remise en cause.

Les composantes activités « passée » et « future » de l'ICA s'améliorent de nouveau et s'installent au dessus de leur moyenne de long terme, ce qui est de bon augure. La matérialisation de cette embellie sur le marché de l'emploi s'esquisse timidement à travers les chiffres de Pôle emploi.

Le courant d'affaires est plutôt bien orienté dans les secteurs des services marchands, l'agriculture et la pêche, et le BTP. A l'inverse, l'opinion des professionnels interrogés dans l'industrie y est défavorable, y compris dans les industries agroalimentaires.

Indicateur du climat des affaires à La Réunion

100 = moyenne de longue période



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

ORIENTATION FAVORABLE DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE OCÉAN INDIEN

A **Madagascar**, l'activité économique semble être bien orientée. Les importations en biens d'équipement s'inscrivent de nouveau en hausse (+10,7 % en glissement annuel). Les exportations progressent également (+6,6 %), notamment celles de biens alimentaires. La fréquentation touristique se stabilise, après s'être nettement redressée depuis le début de l'année. L'encours des crédits à long terme octroyés au secteur privé progresse de 3,1 % sur le trimestre. Toutefois, les créations d'entreprise chutent de moitié. L'inflation est à 6,1 % à fin septembre, sur un an.

Aux **Seychelles**, l'évolution du nombre de touristes reste stable au troisième trimestre 2014 sur un an, tout comme au trimestre précédent. Par ailleurs, les importations de biens d'équipement augmentent de 35,8 %, en raison d'achat de nouveaux avions par Air Seychelles. Enfin, les exportations de produits de la pêche s'inscrivent également en hausse.

En **Afrique du Sud**, la production manufacturière baisse de 1,3 % (CVS) au troisième trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent, notamment dans l'industrie métallurgique. A l'inverse, la production dans l'industrie automobile est bien orientée sur le trimestre. L'activité dans le commerce de détail s'inscrit en hausse, en particulier dans la grande distribution. A noter que l'inflation est de 5,9 % à septembre, sur un an.

Aux **Comores**, l'encours de crédit au secteur privé continue sa progression pour le troisième trimestre consécutif, avec une hausse de 6,9 % à fin juin 2014 par rapport à fin mars 2014. L'Institut comorien de la statistique estime à 3,0 % la croissance du PIB pour 2014.

La croissance de l'économie **mauricienne** s'accélère au deuxième trimestre 2014, avec une hausse de 2,4 % (CVS) par rapport au trimestre précédent, après +0,8 % au premier trimestre. La consommation finale reste le moteur de la croissance avec une augmentation de 3,1 %, alors que l'investissement continue d'être mal orienté (-0,2 %), notamment dans la construction. Il s'améliore néanmoins dans les investissements en biens d'équipement.

Contraction des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 1,2 % au troisième trimestre 2014 par rapport au deuxième trimestre. Sur un an, l'IPC recule de 0,3 %, dans le sillage de la baisse des prix des services (-0,5 %) et de celle des prix des produits pétroliers (-3,6 %).

Sur le trimestre, les prix des produits manufacturés (-2,1 %) sont tirés à la baisse par les prix de l'habillement (-10,4 %), en lien avec les soldes d'été. Dans les services, les prix se contractent également (-1,4 %), notamment dans le transport aérien. A l'inverse, les prix de l'alimentation augmentent légèrement (+0,3 %).

Cette contraction de l'IPC est cohérente avec l'opinion négative des chefs d'entreprise sur l'évolution des prix de vente.

Évolution de l'indice des prix à la consommation

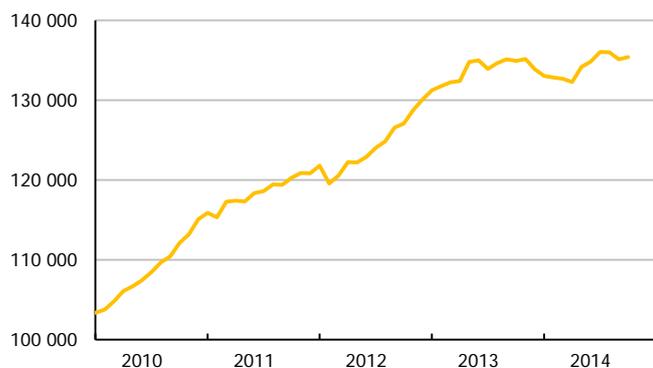


Source : Insee, données mensuelles

En glissement annuel

Stabilité sur le marché du travail

Demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : Pôle emploi, données CVS

En léger recul sur le trimestre (-0,5 % CVS), le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 135 430 à fin septembre. Depuis le début d'année 2014, Pôle emploi comptabilise 2 380 demandeurs supplémentaires. En glissement annuel, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse plus modérée (+0,4 %, soit +490 personnes).

La situation des demandeurs de plus de 50 ans se détériore pour le troisième trimestre consécutif. Sur un an, leur nombre progresse de 12,8 %.

Les entrepreneurs jugent néanmoins favorablement l'évolution de leurs effectifs et restent optimistes pour le trimestre à venir. Cette bonne orientation se retrouve dans le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi, qui progressent de 11,7 % (CVS), notamment les offres d'emploi durable : +25,2 % (CVS).

Le nombre des demandeurs d'emploi bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA « socle ») se stabilise pour la première fois depuis le début de l'année, tandis que le nombre d'allocataires de Pôle emploi progresse légèrement, notamment ceux bénéficiant de l'assurance chômage.

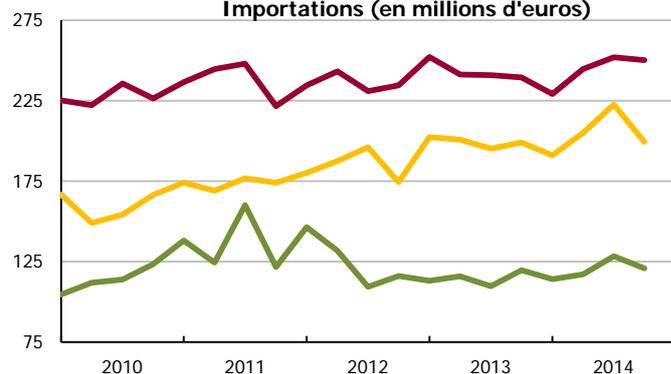
Tassement de la consommation des ménages

La consommation des ménages est mitigée au troisième trimestre, notamment au regard de la contraction des importations (industries agroalimentaires -10,7 %, biens d'équipement -5,9 %). Cependant, ces diminutions font suite à de fortes hausses le trimestre précédent (respectivement +8,7 % et +9,6 %). La contraction des importations de biens d'équipement s'explique en partie par des importations de matériels électriques à l'attention d'EDF et non des ménages réunionnais.

Ce tassement de la consommation se retrouve dans l'opinion des professionnels du secteur du commerce qui revient à sa moyenne de longue période. Ces derniers anticipent un maintien de leur activité au dernier trimestre, tandis que leurs perspectives d'investissement se détériorent.

Les ventes de véhicules neufs reculent de 4,2 % (CVS) sur le trimestre, mais restent en progression de 3,3 % en glissement annuel.

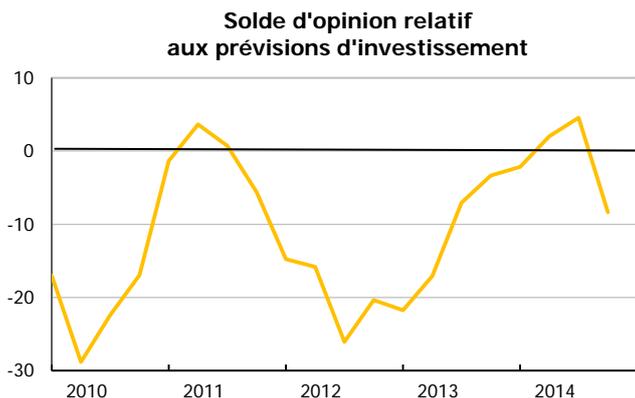
Importations (en millions d'euros)



— Produits des IAA — Produits courants — Biens d'équip. aux ménages

Source : Douanes, CVS IEDOM

Fragilité des perspectives d'investissement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise se dégradent au troisième trimestre, après avoir connu une hausse quasi-ininterrompue depuis mi-2012. Cette détérioration des perspectives corrige un probable excès d'optimisme les trimestres précédents, dans un contexte économique toujours incertain.

Cette inflexion se retrouve dans les importations de biens d'équipement professionnel et de biens intermédiaires, qui baissent respectivement de 8,8 % et de 5,3 % (CVS) ; ainsi que dans les ventes de véhicules utilitaires (-3,4 %).

Les encours des crédits à l'investissement des entreprises se stabilisent par rapport au trimestre précédent, tandis que les encours de crédits immobiliers continuent de progresser (+1,3 % après +0,9 % au deuxième trimestre). Parallèlement, les encours bancaires des crédits immobiliers des ménages se redressent légèrement (+0,8 %) après deux trimestres de quasi-stagnation.

Nouvelle contraction des exportations de biens

Les exportations continuent de reculer au troisième trimestre 2014, avec une baisse de 8,5 %, (CVS), après -7,9 % le trimestre précédent. Ce repli provient principalement du recul des exportations de produits des industries agroalimentaires. Les exportations de sucre non raffinés se contractent fortement ainsi que celles de légumineuses, tandis que celles de rhum se redressent.

Les importations stagnent au troisième trimestre 2014. Les hausses d'importations de produits agricoles et de produits pétroliers compensent les baisses dans les autres grands regroupements de produits.



Source : Douanes, CVS IEDOM

DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES SELON LES SECTEURS

Le courant d'affaires est plutôt bien orienté dans les secteurs des services marchands, de l'agriculture, de la pêche et du BTP. À l'inverse, l'opinion des professionnels interrogés dans l'industrie est défavorable, y compris les industries agroalimentaires.

L'activité du secteur **de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage**, s'améliore au troisième trimestre 2014 selon les chefs

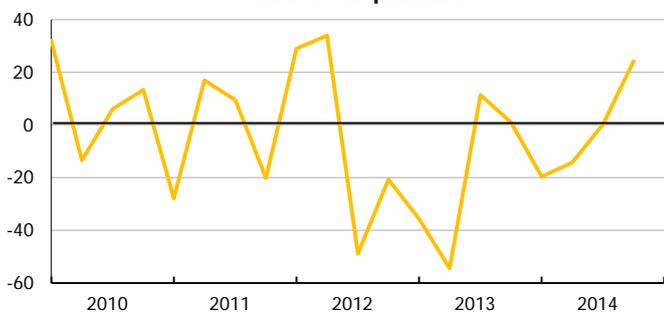
d'entreprise interrogés. Leur opinion sur l'activité a fortement progressé par rapport au trimestre précédent. Ce jugement positif devrait se poursuivre le trimestre prochain.

Les abattages de porcins progressent de nouveau (+0,7 %, CVS), tandis que ceux de volailles et de bovins se contractent respectivement de 1,9 % et 9,2 %. La collecte de lait poursuit son amélioration (+2,3 %).

Le courant d'affaires du secteur des **industries agroalimentaires** se détériore au troisième trimestre 2014, contrairement aux anticipations des entrepreneurs. Dans ce contexte, les effectifs restent malgré tout stables et devraient continuer à l'être. L'activité du quatrième trimestre est jugée favorable. Néanmoins, les prévisions d'investissement sont dégradées.

Dans le secteur **des industries manufacturières**, l'activité est en berne, selon les professionnels. Ils jugent négativement leurs délais de paiement, leur prix de ventes ainsi que l'évolution des effectifs. Ces derniers devraient néanmoins s'améliorer au quatrième trimestre. Dans ce contexte mitigé, les entrepreneurs interrogés restent tout de même optimistes sur l'activité et les prévisions d'investissement.

**Soldes d'opinion relatifs à l'activité
du secteur primaire**

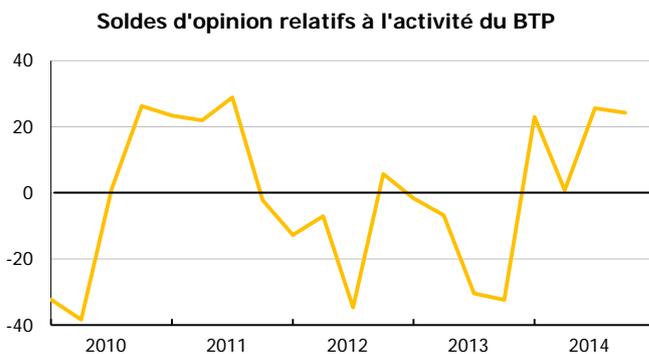


Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

L'activité du secteur du **bâtiment et des travaux publics** se stabilise au troisième trimestre 2014. Les chefs d'entreprise restent optimistes mais les perspectives d'amélioration s'essoufflent. De la même manière, les prévisions d'investissement restent positives, mais s'infléchissent par rapport au trimestre précédent.

La commande publique s'inscrit en hausse de 36,2 % (CVS), en lien avec le début des travaux de la Nouvelle route du littoral, qui demeure un marqueur d'optimisme pour le secteur.

Les salariés de la Caisse des congés payés du BTP baissent de 1,7 % (CVS), alors que les professionnels interrogés jugent positivement l'évolution de leurs effectifs. Les importations de ciment et de clinker enregistrent une baisse marquée, après une forte hausse au deuxième trimestre.

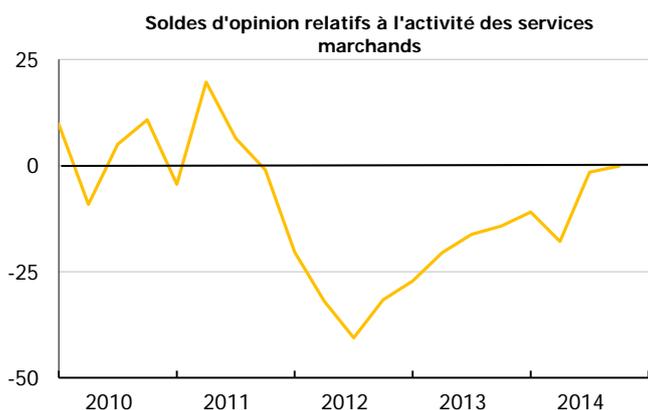


Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Le courant d'affaires dans le secteur des **services marchands** reste stable au troisième trimestre 2014. L'opinion des entrepreneurs sur les prix de vente et les effectifs progresse. En revanche, celle sur les délais de paiement et la trésorerie se détériore à nouveau.

Dans le secteur du **tourisme**, le solde d'opinion des chefs d'entreprise relatif à l'activité continue d'être négatif, bien qu'il s'améliore ce trimestre. Ils sont également pessimistes sur la trésorerie, les délais de paiement et l'évolution des effectifs. Les intentions d'investir se détériorent alors qu'elles s'étaient améliorées au deuxième trimestre. Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité ne devrait pas progresser au quatrième trimestre.

La fréquentation des hôtels classés de l'île continue de se dégrader au troisième trimestre 2014.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE INÉGALE

En dépit d'un tassement en 2014, la reprise - inégale - de l'économie mondiale se poursuit. Le FMI prévoit, dans ses Perspectives de l'économie mondiale, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,8 % en 2015, après 3,2 % en 2013. Les conditions financières se sont détendues en 2014. Selon le rapport sur la stabilité financière dans le monde publié début octobre par le FMI, les risques de marché et de liquidité ont augmenté tandis que les primes de risque baissent et les prix des actifs sont moins volatiles. Les valorisations de certains types d'actifs semblent exagérées. D'autre part, les risques géopolitiques à court terme et les risques de stagnation et de faiblesse de la croissance potentielle à moyen terme sont susceptibles de dégrader ces prévisions.

La croissance économique a rebondi à partir du deuxième trimestre 2014 aux États-Unis avec une reprise vigoureuse de l'emploi. Au troisième trimestre, les exportations ont tiré la croissance tandis que les importations se sont repliées en liaison avec le tassement de la consommation des ménages. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,2 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance est en panne. Le PIB a progressé de 0,2 % au troisième trimestre 2014, soit à peine plus qu'au trimestre précédent (0,1 %). La croissance du PIB de l'Allemagne est de 0,2 % tandis que le PIB de l'Italie se contracte de 0,1 %. L'inflation dans la zone euro reste bien en deçà de l'objectif de 2 %. Le FMI table sur une faible reprise soutenue par une réduction du frein budgétaire et une amélioration des conditions du crédit, à 0,8 % en 2014 et 1,3 % en 2015.

Le PIB de la France a progressé de 0,3 % au troisième trimestre 2014, essentiellement porté par une forte hausse des stocks des entreprises et par la consommation, tout particulièrement celle des administrations publiques (+0,8 %), tandis que le commerce extérieur a eu une contribution négative de 0,2 point. Le FMI table sur une croissance de 0,4 % en 2014 et 1 % en 2015.

L'activité est globalement plus faible que prévu dans les pays émergents, avec une faiblesse persistante de la demande intérieure et une moindre progression de l'investissement. Le FMI pointe le risque d'un recul de la croissance potentielle. Les tensions géopolitiques et conflits internes pèsent sur l'activité des pays concernés.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE